



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud
44200 Nantes

Nantes, le 25/02/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORD CHROME

Site ARCELORMITTAL
Basse-Indre
44610 INDRE

Références : N6-2022-185-RAPPORT

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2022 dans l'établissement NORD CHROME implanté Site ARCELORMITTAL Basse-Indre 44610 INDRE . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORD CHROME
- Site ARCELORMITTAL Basse-Indre 44610 INDRE
- Code AIOT dans GUN : 0006301052
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société NORD CHROME située au sein du site d'ARCELORMITTAL à Indre a une activité de chromage de cylindres de laminage. Pour ce faire, elle utilise du trioxyde de chrome sous le couvert de l'autorisation du 9 février 2018 n°REACH/17/X/4 délivrée par la commission européenne.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection du 25 mars 2019 sur la thématique "REACH autorisation" ;
- consommation spécifique ;
- alarme en point bas de rétention.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
réduction des émissions atmosphériques - constat visite du 25/03/19	Autre du 09/02/2018, article 1	lettre	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
maintenance préventive - constat visite du 25/03/19	Autre du 09/02/2018, article 3.f	lettre	Sans objet
substitution du trioxyde de chrome	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	/	Sans objet
alarme point bas rétention	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Sans objet
consommation spécifique	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Depuis l'inspection de 2019, l'exploitant a mis en place un système de mesure en continu de la dépression sur le système de lavage des vapeurs issues du bain de trioxyde de chrome. Il s'agit d'un système de suivi en continu de l'efficacité de la filtration. Néanmoins, au moment de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de démontrer que ce système de lavage des vapeurs permet d'assurer une efficacité de filtration d'au moins 99% par rapport à la substance trioxyde de chrome (prescription découlant de la décision d'autorisation "REACH"). Les mesures qu'il a prévues de faire réaliser le 15 mars 2022 devront démontrer cette efficacité. A défaut, des actions correctives devront être mises en oeuvre par l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : réduction des émissions atmosphériques - constat visite du 25/03/19

Référence réglementaire : Décision d'autorisation "REACH" du 09/02/2018, article 1
Thème(s) : Produits chimiques, émissions atmosphériques
<p>Constats : Au moment de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier d'une réduction des émissions atmosphériques de trioxyde de chrome d'une efficacité d'au moins 99 %.</p> <p>Il indique que des mesures "entrée / sortie" du laveur de vapeurs sont programmées le 15 mars 2022 pour vérifier cette efficacité.</p> <p>L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur le fait que cette efficacité devra être démontrée par rapport à la "substance" trioxyde de chrome.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suite

Nom du point de contrôle : maintenance préventive - constat visite du 25/03/19

Référence réglementaire : Décision d'autorisation "REACH" du 09/02/2018, article 3.f
Thème(s) : Produits chimiques, maintenance système traitement
Constats : Le programme de maintenance préventive du laveur de vapeurs a été présenté en inspection et transmis suite à celle-ci. Depuis l'inspection de 2019, un capteur de dépression a été mis en place sur le système de lavage des vapeurs. Il s'agit d'un indicateur de défaillance du système de filtration pour lequel l'exploitant a défini une valeur d'alerte et les actions correctives à mettre en œuvre en cas d'atteinte de cette valeur d'alerte. L'inspection des installations attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'il conviendra de vérifier, suite aux mesures qui seront effectuées le 15/03, que la valeur d'alerte actuelle permet bien d'assurer une filtration de trioxyde de chrome supérieure à 99%.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : substitution du trioxyde de chrome

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 55
Thème(s) : Produits chimiques, substitution
Constats : L'exploitant a indiqué au cours de l'inspection que des tests de substitution du chrome VI par du chrome III étaient en cours sur un autre site du groupe mais que ceci nécessite de modifier la configuration de la chaîne de traitement de surface. L'exploitant a indiqué au moment de l'inspection qu'il envisageait cette substitution à l'échelle industrielle avant la fin de la période de réexamen, donc qu'il ne prévoit pas l'utilisation du trioxyde de chrome au delà de 2029.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : alarme point bas rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, rétention
Constats : La capacité de rétention associée au bain de chromage est pourvue d'un déclencheur d'alarme en point bas (bougie de détection de liquide). En cas de détection, une alarme est envoyée vers le bureau des opérateurs de NORD CHROME ainsi qu'au poste de garde d'ARCELORMITTAL. Ce système est testé tous les mois selon la procédure de maintenance présentée en inspection.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 55
Thème(s) : Risques chroniques, économies d'eau
Constats : La consommation spécifique est suivie mensuellement par l'exploitant et enregistrée dans un logiciel de suivi. Un contrôle par sondage montre un respect de la valeur de 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage pour l'année 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet